

Autopsie d'un futur flop

lundi 6 juin 2011, par [Ndimby A.](#)

Le 6 juin 1944, les Alliés débarquaient en Normandie pour lutter mettre fin au règne d'Hitler. Aujourd'hui, plus de 100 Malgaches débarquent à Gaborone pour discuter de la suite à donner au coup d'État de Rajoelina. Mon pessimisme naturel dès qu'il s'agit de la classe politique de la Grande Ile m'engage à ne rien espérer de cette rencontre censée provoquer la sortie de la crise malgache, mais qui risque, une fois de plus, de n'être qu'un Sommet pour rien. Avant le sommet de Maputo 1, j'avais écrit ceci le 5 août 2009 dans [Faut-il croire trop en Maputo](#) : « *Et sans vouloir jouer l'oiseau de mauvais augure, je ne crois pas trop en Maputo. La société civile devrait donc se préparer à son plan B* ». Aujourd'hui, on sait tous ce qui s'est passé avec les Accords de Maputo, ce qui me permet de jouer à mon jeu favori (qui énerve beaucoup les hâtifs et leurs griots, raison pour laquelle c'est mon jeu favori) : j'avais prévu l'échec des accords de Maputo [à cause de leurs ambiguïtés](#). Et sur la même base, je prévois l'échec de Gaborone.

Ceci étant dit, je serai heureux d'être contredit par les faits. On ne peut que se réjouir de ce retour au dialogue, même si les pro-Rajoelina y vont beaucoup plus pour un monologue dans la direction de leur point de vue unilatéral. Et on se réjouit également que, pour une fois qu'un potentiel de rapprochement sérieux se dessine, que les habituels stratèges n'aient organisé comme d'habitude un pseudo-attentat ou de pseudo-bombes artisanales pour empêcher un rapprochement qui risquait de nuire au si juteux *statu quo* actuel.

Mais analysons objectivement l'environnement de cette rencontre dans la capitale du Botswana. Déjà, que faut-il conclure des tentatives de noyer numériquement les trois mouvances en manœuvrant pour créer une supériorité quantitative, qui comme chacun le sait, ne rime pas forcément avec le qualitatif. En réussissant à imposer à la SADC la présence à table de 8 entités politiques ayant paraphé la feuille de route (UDR-C, TGV, MDM, AREMA, Escopol, HPM, UAMAD et Autres Sensibilités), Andry Rajoelina bénéficie de la présence d'au moins 40 vassaux, à raison de 5 personnes par entité. En face, 15 personnes pour les trois mouvances, qui ont légitimement augmenté le nombre de leurs représentants à leurs frais pour ne pas subir le pack adverse dans ce maul tiré par les cheveux [1]. Au final, c'est plus d'une centaine de personnes qui a embarqué hier pour ce voyage tous frais payés : inquiétant, car on ne voit pas trop ce que ce beau monde va faire là-bas, à part créer une ambiance de souk. Je me marre en imaginant la tête des gens de la SADC pour adapter l'organisation prévue face à

ce surplus inattendu, que ce soit pour l'impression des badges, l'hébergement, les repas, la salle de réunion etc.

Le déséquilibre flagrant entre pro-Rajoelina et opposition à Gaborone ne reflète pas la réalité sur le terrain, mais est finalement assez conforme aux tentatives du régime de transition de faire croire depuis deux ans que c'est la majorité du peuple malgache qui avait souhaité sa venue au pouvoir. Une escroquerie politique basée sur des rassemblements quotidiens ne pouvant excéder 150.000 personnes, comme démontré dans les calculs sur [Le peuple ou « vahoaka » en question](#). À présent, le même subterfuge est tenté en gonflant artificiellement les représentants de la délégation pro-Rajoelina à Gaborone : dès le départ, les conditions ne sont pas propices au dialogue sincère.

Les Accords de Maputo avaient échoué parce que la résolution de la crise, qui au départ impliquait principalement le Président Ravalomanana et Monsieur Andry Rajoelina , avait été étendue aux Présidents Ratsiraka et Zafy. Un processus qui aurait dû se cantonner aux deux principaux protagonistes, a fini en queue de poisson parce qu'elle a intégré deux personnes supplémentaires. Comment espérer que cela se passe mieux avec une centaine de personnes à Gaborone, dont en plus certains ne représentent au mieux que des groupuscules, et au pire leur propre nombril.

Ensuite, la raison même de la réunion de Gaborone est floue. S'agit-il de gober la potion du Dr Simão, autrement dit de signer la feuille de route en l'état, comme le souhaitent les hâtifs ? Dans ce cas, pourquoi avoir amené tout un *fokontany* ? S'agit-il d'en rediscuter les termes, et d'aborder certains aspects, comme le désirent les trois mouvances ? Les uns et les autres affirment camper sur leur position, et se refuser à tout compromis. Or, comment les trois mouvances pourraient-elles avaler la couleuvre qu'est actuellement la feuille de route, qui donne une part tellement belle à un régime issu d'un coup d'État favorisé par une mutinerie, que ça en devient curieux. Une fois de plus, conditions peu propices au dialogue.

Avoir des raisons n'est pas avoir raison

Veut-il être Président pour les honneurs et le paraître, ou sur la conviction d'une compétence réelle ? En tous cas, les chiffres économiques plaident contre lui.

En fait, pour qu'il y ait dialogue, il faut qu'il y ait au moins un objectif commun, qui devrait dans le contexte être l'intérêt supérieur de la Nation, et la volonté sincère de mettre fin à la crise. Ce sont ces deux valeurs qui devraient primer au sein des dirigeants de chaque délégation. Or, passons un peu en revue ce que sont ces intérêts.

Didier Ratsiraka souhaite être blanchi de toutes les condamnations pénales dont il a fait l'objet, afin de pouvoir rentrer à Madagascar et y passer ses vieux jours. Et sans doute en son for intérieur, le vieil Amiral doit caresser l'envie de jouer un rôle de premier plan dans la transition. Cet homme né dans la politique en pleine période progressiste en Afrique, quand les Présidents à vie étaient la mode, rêve sans doute de revenir par la grande porte pour laver l'affront d'avoir après été jeté deux fois par la fenêtre. Et même s'il est un des principaux artisans de la situation de notre pays à cause de ses errements socialistes et révolutionnaires durant la Deuxième République, il faut quand même lui reconnaître un certain sens de la grandeur de l'État. Il doit donc sincèrement souffrir de voir la décrépitude de valeurs et de repères à cause du régime Rajoelina.

Marc Ravalomanana souhaite également être blanchi des accusations dont il fait l'objet, et pouvoir revenir au pays en vue de se présenter aux prochaines présidentielles. Or le régime hâtif n'a pas envie de se voir démontrer par les urnes le peu de poids qu'il aurait face au Président déchu dans une élection à la loyale. Il va donc tout faire pour empêcher l'exilé de s'aligner à la course, en usant et abusant de tous les moyens, mais toujours sous prétexte d'application de la loi. Mais au nom de quoi une feuille de route va-t-elle refuser à de nombreux Malgaches le droit de manifester leur soutien de façon démocratique à Marc Ravalomanana, alors qu'elle va permettre aux partisans d'un auteur de coup d'État de le faire ?

Andry Rajoelina quant à lui est motivé par trois grands principes. *Primo*, se faire appeler Président, le plus longtemps possible. *Secundo*, être pris en photo avec des Chefs d'État pour pouvoir afficher les clichés dans les médias-griots, et peut-être sur sa cheminée. *Tertio*, essayer de justifier par des prétextes tout aussi bidon les uns que les autres son mode d'arrivée au pouvoir, et le fait qu'il veuille y rester. Je suis certain qu'il croit sur parole ce qu'a proclamé Patrick Giovannoni en mai 2009. Cet obscur Président du non moins obscur Parti républicain chrétien français, avait alors affirmé : « *Andry Rajoelina, malgré son jeune âge, est sans aucun doute l'homme de la situation. Il est l'homme que Dieu a choisi pour protéger*

Madagascar » [2]. À quand l'Olympia pour ce grand comique qu'est M. Giovannoni, *alter ego* du brillant forumiste Boris Bekamisy...

Quant à Albert Zafy, il est sans doute le seul qui soit animé d'intentions plus ou moins pures dans tout ce panier de crabes. Quant aux autres délégations satellites du régime, elles ne valent pas vraiment la peine de commentaires.

L'actualité récente montre d'ailleurs que les principaux protagonistes préparent déjà l'après-Gaborone, ce qui laisse sous-entendre qu'eux-mêmes ne croient pas nécessairement à une sortie de crise dans la capitale botswanaise. D'une part, Andry Rajoelina aurait engagé un cabinet réputé de lobbyistes américains pour aller prêcher sa parole auprès des cercles d'influence aux États-Unis, et aussi convaincre le Millennium Challenge Corporation et la Banque mondiale d'appuyer le régime de Transition. D'autre part, l'avocat de Marc Ravalomanana a déposé un dossier contre Andry Rajoelina auprès de la Cour pénale internationale. Ce dernier point promet une belle ambiance à Gaborone.

L'après-Gaborone

Ceci étant dit, dans la mesure où le flop est plus ou moins prévisible, que va-t-il se passer après ? Je suis toujours épaté par certains griots pro-trois mouvances, qui dans certains cas rivalisent de créativité avec les griots hâtifs. Je lis avec amusement dans certains forums les rêves de ceux qui « espèrent que la SADC va envoyer ses troupes armées », et qui sans doute ne se rendent pas bien compte de la portée de ces élucubrations. Ou encore ceux qui espèrent de façon irréaliste que Andry Rajoelina va purement et simplement démissionner à Gaborone pour remettre le pouvoir à Marc Ravalomanana.

Ce qui risque plus probablement d'arriver, c'est un blocage insolvable à Gaborone qui va servir de prétexte à Andry Rajoelina pour la poursuite de son unilatéralisme infructueux, avec la bénédiction de la France, de la Turquie, de l'Ile Maurice et des Comores. Le régime de transition va alors organiser des élections qui seront boycottées par l'opposition, et qui verront la victoire du Grand Hâtif dans une victoire sans péril où il triomphera sans gloire. Les frustrations et rancœurs depuis 2009 favoriseront alors le terreau pour une nouvelle révolution, perpétrée au nom d'idéaux nobles pour maquiller de sordides motivations, et qui fera une fois de plus régresser Madagascar.

Cela sera-t-il une fatalité ? Pas nécessairement, à condition de réaménager la feuille de route pour revenir à l'esprit de consensualité et d'inclusivité de Maputo. Cela semble difficile, voire impossible : déjà, pour des raisons étranges et inconnues, Andry Rajoelina persiste à vouloir faire admettre que Camille Vital est un Premier ministre de consensus. L'ancien DJ proclamait fièrement en février 2010 être « conseillé par Kadhafi ». On se demande quel genre de conseils lui donne actuellement le barbare de Tripoli, qui lui aussi considère que tous les moyens sont bons pour s'accrocher au pouvoir.

Le jeu pernicieux du « je te tiens, tu me tiens par la barbichette » auquel se livrent Andry Rajoelina et tous ceux qui ont permis son arrivée et son maintien au pouvoir ne peut qu'être un facteur limitant pour des discussions franches et sincères. Sans oublier que le Président de la transition a déjà montré plus d'une fois la valeur qu'il fallait accorder à sa parole.

Par conséquent, si un Accord acceptable pour tous ne peut être trouvé au Botswana, le mieux que les trois mouvances auraient à faire, c'est de s'abstenir de se défroquer et de participer à une transition bidon, afin que les responsabilités soient plus tard bien identifiables. Cela peut toujours être utile quand viendront les élections.

Notes

[1] Maul : avant que les griots pro-transition ne m'accusent de crime de lèse-DJ, rappelons que maul est un terme de rugby (de l'anglais to maul, malmener), et qui désigne une mêlée ouverte où le ballon ne touche pas terre.

[2] Encore une fois, nous réitérons ce qui avait été écrit dans [Bongo est mort, mais pas la françafrique](#) : « nous serions très reconnaissant à M. Giovannoni de bien vouloir communiquer à la rédaction (...) la ligne directe (ou à la rigueur le mail) de Dieu pour une interview, dans la mesure où apparemment, cet individu a un lien privilégié qui lui permet de savoir ce que Dieu pense, et même de parler en Son nom »